



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2017-06-12

COMITE SYNDICAL DU 22 JUIN 2017

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES DECHETERIES

L'an deux mil dix-sept, le vingt-deux juin à 18 heures 00, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 15 juin 2017

Délégués en exercice : 117

Délégués présents : 50

Pouvoirs : 0

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la séance du 11 mai 2017, le Comité Syndical a été à nouveau convoqué le jeudi 22 juin à 18h00 et peut délibérer valablement sans condition de quorum.

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : DUCASSE Jacky, DE RONNE Orande, BEYRIE Yves,, REMAUT Alain, COVOLAN Mario, DESPUJOL Michel, GAURON Sarah, ARTERO Hervé, / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : DUBOUDIN Dominique, CHADAPEAUD Guy, LAURET Bernard / Communauté de communes rurales de l'entre deux mers : FOUILHAC Christiane, MARNIESSE Denis, HATRON Valérie, YON François, ACENA Xavier, PEYRE Francis, SAUTS Laurent, BRIS Daniel, LABORDE Thierry / Communauté de communes de Montaigne Montravel : TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, LAPERROUSAZ Patrick, GALLOT Christian / Communauté de communes de Castillon Pujols : TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, BOURDIER Christian, BLANC Bernard, PAULETTO Patrice, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, DUDON Bernard, REBILLOUT Christian, MINARD Christiane, VIANDON Frédéric, GRANEREAU Patrick, THIBEAU Daniel / Communauté de communes du Pays Foyen : BOULEAU Jacques, DARRIEUTORT Serge, LAVOIR Denis, BUSO Anne-Marie, BLONDY Pascal, SERVANT Jacques, VACHER Jean-Claude, VALADE Jean-Luc, REGNER Jean

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, JAUTARD Gilles, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, MALIRAT Jean-Pierre, ROBERTS Amanda, BOURGOGNE Véronique, DEHEAULME Véronique, GAY Gérard, LABARBE Anne-Marie, LALAGUE Joëlle, ESPAGNET Didier, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, VILETTE Roger, MALLANDIT Christian, NICOLLE Daniel, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : FENELON Daniel, BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick / Communauté de communes rurale de l'entre deux mers : BENEY Régis, MIGUAD François, LANGELO Christophe, RAYNE Yves, MORAT Damien, PRA Jean-Marc, MACIAS Chantal, GASNAULT Jean-Pierre, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, GOMEZ Natacha, BOUDIGUE René, BOTTEGA Joseph, REBILLOU Bernard, CHARENTON Michel, SALAGNAC Pascal, LIOTEAU Mady, AUBERT Daniel, BOUSCARY Emile, DUBOS Jean-Claude, BLANCHEREAU Claude, LEBRUN Gérard / Communauté de communes de Castillon Pujols : DUVIGNEAU-LOBRE Didier, GEROMIN Michel, ZECCHNI Alphonse, LASSUS Philippe, LEPETIT Nathalie, POIVERT Liliane, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William, MATHIEU Jean-Jacques, CESAR Gérard / Communauté de commune du Pays Foyen : BELLECULEE David, MEYNAUD Eric, BASSET Jean-Michel, REBEYROLLE Jean-Jacques, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, LACHAIZE Yolande, COQUET Didier, POUPIN Annie, HOSPITAL Patrick, NAUDON Jean-Pierre, LETELLIER Maurice / Communauté de communes de Montaigne Montravel : LACOSTE Robert



MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES DECHETERIES

Le Comité Syndical du Castillonnais et du Réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L5211-1

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Vu la délibération n° 2014-11-44 du 20 novembre 2014 relative à la validation du règlement intérieur des déchèteries

Considérant la présentation du projet de règlement intérieur faite par le Président comme annexé

Considérant que ce règlement est destiné aux agents d'accueil en déchèteries, titulaires ou non titulaires et aux usagers du service afin de faire respecter les règles de bon usage sur un lieu public.

Considérant les évolutions de services

Après en avoir délibéré,
Le Comité Syndical à l'unanimité,

- ABROGE le règlement intérieur existant
- APPROUVE le règlement intérieur des déchèteries tel qu'annexé.
- AUTORISE le Président à signer le règlement intérieur des déchèteries qui rentrera en vigueur à compter de la date de sa signature

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

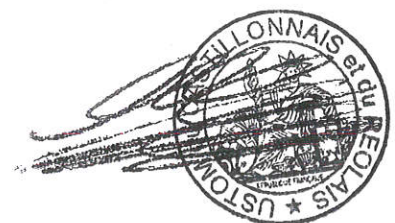
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception
Sous-Préfecture le :

Par publication ou notification le :

Le Président,

Sylvain MARTY





Règlement intérieur commun aux déchèteries du territoire

Sommaire

Article 1 : Définition et objectifs	page 2
Article 2 : Déchets acceptés et refusés	page 2
Article 3 : Conditions d'accès	page 3
Article 4 : Horaires d'ouverture	page 4
Article 5 : Tri et conditionnement	page 4
Article 6 : Comportement des usagers	page 4
Article 7 : Vidéosurveillance	page 5
Article 8 : Consignes particulières de sécurité	page 5
Article 9 : Responsabilité des usagers	page 5
Article 10 : Traitement, recyclage et valorisation	page 5
Article 11 : Infractions au règlement	page 6
Article 12 : Exécution du présent règlement	page 6

Article 1 : Définition et objectifs

- **Définition :**

Une déchèterie est un centre aménagé, clos et gardé où le public peut venir déposer les déchets non pris en charge par la collecte des ordures ménagères en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur volume. L'accès à la déchèterie se fait dans le respect des conditions et réserves précisées au présent règlement.

Un tri effectué directement par l'utilisateur permet de recycler ou de valoriser certains déchets. Après un stockage transitoire, les déchets sont soit recyclés ou valorisés dans des filières adaptées, soit éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

- **Objectifs :**

- Répondre aux besoins du public, en priorité ceux des ménages ; les accès des professionnels sont payants.
- Supprimer les dépôts sauvages.
- Favoriser au maximum le recyclage et la valorisation de la matière, dans les meilleures conditions techniques et économiques du moment.
- Respecter le plan départemental d'élimination des déchets des ménages en vigueur.

Article 2 : Déchets acceptés et refusés

- **Les déchets acceptés :**

- Les métaux, le papier, le carton, les textiles, les gravats, les végétaux, le bois
- Les déchets encombrants (meuble, canapé, etc...)
- Le verre
- Les télévisions, écrans d'ordinateurs, électroménager et autres déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- Les lampes à décharge et à LED : tubes fluorescents, lampes fluo-compactes, lampes LED
- Les huiles de vidange des moteurs
- Les piles et les accumulateurs
- Les batteries des automobiles
- Les huiles de friture
- Certains déchets toxiques ou dangereux des ménages (en cas de doute demander à l'agent d'accueil)
- Les ordures ménagères exclusivement en sacs prépayés
- Les bouteilles de gaz

A titre expérimental, cette liste peut être complétée par d'autres types de déchets pendant une période donnée sur certaines déchèteries. L'information est donnée aux usagers par voie d'affichage ou sur demande auprès des gardiens de la déchèterie.

- **Les déchets refusés :**

- Les ordures ménagères en sacs noirs
- Les invendus des marchés (fruits et légumes)
- Les déchets provenant de l'agro-alimentaire
- Les plastiques agricoles souillés
- Les produits phytosanitaires utilisés en agriculture, en horticulture et en pépinière
- Les boues et matières de vidange
- Les cadavres d'animaux
- Les déchets anatomiques, les déchets de soins infectieux ou non, les déchets hospitaliers
- Les médicaments (à rapporter à la pharmacie)

- Les déchets industriels et résidus de la fabrication industrielle
- les pneumatiques sans jantes (à rapporter au vendeur)
- les extincteurs (à rapporter au vendeur)
- les déchets composés d'amiante
- les déchets radioactifs
- les déchets à caractère explosif
- les déchets, qui, par leurs dimensions, leurs poids ou leurs caractéristiques, ne peuvent être éliminés par les moyens habituels de la déchèterie.

Cette liste est non exhaustive. Par mesure de sécurité, le gardien de la déchèterie peut refuser tout autre déchet susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens.

Article 3 : Conditions d'accès

L'accès à la déchèterie est limité aux personnes physiques et morales résidant sur le territoire de l'USTOM.

Tout usager accédant à la déchèterie pour faire un dépôt doit respecter la file d'attente.

L'entrée aux 6 déchèteries du territoire de l'USTOM, se fait via un système de contrôle d'accès des usagers avec des cartes magnétiques individuelles.

- **Pour les ménages :**

Les particuliers ont droit à un certain nombre d'accès gratuit (compris dans l'abonnement au service de la Redevance Incitative). Quand ce nombre de passages aura été dépassé, l'accès deviendra payant. Le nombre de passages gratuits et le tarif de facturation des passages supplémentaires sont fixés en Conseil Syndical.

La carte est délivrée à chaque foyer qui en fait la demande auprès du service Créacarte (formulaire en déchèterie ou bien sur le site internet de L'USTOM www.ustom.fr). Une seule carte est délivrée par foyer. Elle est remise au plus tard 2 semaines après l'enregistrement de la demande par le service compétent, dans la déchèterie la plus proche du domicile de l'usager.

La carte reste la propriété de l'USTOM. Ainsi, en cas de déménagement hors du territoire, la carte doit être restituée à l'USTOM.

La carte donne accès indifféremment aux six déchèteries du territoire.

Pour accéder aux déchèteries, l'usager doit présenter sa carte devant une borne disposée à l'entrée de la déchèterie (La Réole, Pineuilh, Saint Magne de Castillon) ou bien au lecteur portatif dont dispose l'agent d'accueil (Gensac, Sauveterre de Guyenne, Rimons).

En cas de non présentation du badge, l'accès à la déchèterie est refusé.

- **Pour les professionnels :**

L'accès aux déchèteries est payant pour les professionnels. Le tarif est fixé par délibération du Comité Syndical et peut être révisé chaque année.

La carte est délivrée à chaque professionnel qui en fait la demande.

Un professionnel peut disposer de cartes supplémentaires. Leur coût est fixé en Conseil Syndical.

Article 4 : Horaires d'ouverture :

Les jours et horaires d'ouverture sont indiqués à l'entrée des sites.

Les déchèteries sont fermées les jours fériés. Pour information, conformément à l'article L3133-1 du code du travail, la liste des jours fériés en vigueur est la suivante :

- | | |
|------------------------------|-------------------------------|
| - Le 1 ^{er} Janvier | - Le 1 ^{er} Novembre |
| - Le Lundi de Pâques | - Le 11 Novembre |
| - Le 1 ^{er} Mai | - Le 25 Décembre |
| - Le 8 Mai | |
| - L'ascension | |
| - Le Lundi de Pentecôte | |
| - Le 14 Juillet | |
| - Le 15 Août | |

Article 5 : Tri et conditionnement

L'accès à la déchèterie implique, de la part des usagers, le tri et le dépôt des déchets dans les contenants prévus à cet effet. Les usagers doivent donc respecter les consignes de tri données par les gardiens.

Le déversement de déchets en sacs ou contenants opaques est interdit, sauf après présentation de leur contenu au gardien et accord donné par ce dernier pour leur dépôt.

Article 6 : Comportement des usagers

L'accès à la déchèterie, et notamment les opérations de déversement des déchets dans les bennes ainsi que les manœuvres des automobiles, se font aux risques et périls des usagers.

Pour le bon fonctionnement de la déchèterie, l'utilisateur est tenu de respecter les consignes suivantes :

- Ne pas pénétrer sur le site en dehors des heures d'ouverture prévues à l'article 5
- Attendre le passage du véhicule précédent et l'ouverture de la barrière pour accéder à la plateforme après pointage de la carte d'accès
- Respecter les indications figurant sur les panneaux
- Respecter les recommandations de l'agent de déchèterie
- Présenter à l'agent l'ensemble des déchets à déverser
- Se rendre aux quais de vidage en respectant les règles de circulation à l'intérieur du site
- Dételer la remorque afin d'éviter les manœuvres répétées
- Ne pas monter sur le plateau du véhicule ou sur la remorque pour déverser les déchets
- Ne pas ouvrir les barrières positionnées au-devant des bennes
- Lorsque les bavettes fixées au muret de sécurité d'un quai sont relevées, ne pas déverser des déchets à cet emplacement, ni rester à proximité de ce quai
- Ne pas déverser ses déchets en dehors des contenants prévus à cet effet
- Ne pas descendre dans les bennes
- Ne pas récupérer les déchets d'autres usagers
- Nettoyer l'emplacement à l'aide du matériel mis à disposition
- Quitter la plateforme sitôt les déchets déversés, afin d'éviter tout encombrement sur le site
- Ne pas benner directement les déchets dans les contenants

Article 7 : Vidéosurveillance

La déchèterie dispose de moyens de vidéosurveillance informatisés destinés à assurer la sécurité du personnel et des biens contre les incendies et le vol.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant. Pour toute question concernant le fonctionnement du dispositif de vidéosurveillance et les modalités du droit d'accès aux images, une demande écrite devra être adressée à l'USTOM.

Article 8 : Consignes particulières de sécurité

L'accès au site implique pour les utilisateurs, l'application des consignes de sécurité suivantes :

- La présence des enfants de moins de 12 ans sur le site est vivement déconseillée. Il leur est recommandé de ne pas descendre des véhicules. Leur présence est acceptée dans le cadre de visites pédagogiques, avec un encadrement minimum d'un accompagnateur adulte pour 6 élèves. Le groupe de visite peut comporter au maximum 12 personnes.
- Il est interdit d'ouvrir soi-même les barrières positionnées au-devant des bennes ; Si nécessaire, demander à l'agent d'accueil
- Les animaux doivent être maintenus dans les véhicules
- Il est interdit de fumer sur le site
- Il est interdit d'accéder aux bas de quais réservés aux services, sauf dans le cas de récupération de compost. L'utilisateur devra alors porter obligatoirement un gilet haute visibilité pour accéder aux bas de quais
- Lors des manœuvres des véhicules, prendre toutes les précautions utiles afin d'éviter tout risque d'accrochage avec un piéton ou un autre véhicule. Tous les véhicules sur la plateforme haute ouverte au public doivent rouler au pas.

Le site est équipé d'une boîte à pharmacie pour les premiers soins. Pour toute blessure nécessitant des soins médicaux urgents, prière de contacter un gardien présent sur le site afin de faire appel aux services concernés (18 : pompiers, 15 : samu) et de solliciter l'intervention de toute personne habilitée à prodiguer les premiers soins.

Article 9 : Responsabilité des usagers

L'utilisateur est civilement responsable des dommages qu'il cause aux biens et aux personnes à l'intérieur de l'enceinte de la déchèterie. L'utilisateur demeure seul responsable des pertes et des vols qu'il subit à l'intérieur du site. Il est tenu de conserver sous sa garde tout bien lui appartenant.

En aucun cas, la responsabilité de la collectivité ne pourra être engagée pour quelque cause que ce soit.

Article 10 : Traitement, recyclage et valorisation

L'USTOM procède au traitement, au recyclage et à la valorisation des appareils, objets divers et matériaux récupérés dans la déchèterie et demeure seule autorisée dans cette action. Les consignes de tri ont pour objectif de permettre un recyclage ou une valorisation de la plus grande partie possible des déchets apportés.

La récupération ou l'échange entre usagers d'objets ou de matériaux sont rigoureusement interdits dans l'enceinte de la déchèterie.

Une fois le déchet accepté et déposé dans la déchèterie, L'USTOM peut le recycler, le valoriser ou le traiter selon la filière de son choix.

Article 11 : Infractions au règlement

En cas de non respect du présent règlement et de troubles de l'ordre public, l'utilisateur pourra se voir refuser l'accès aux déchèteries, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être dus à l'USTOM.

Tout contrevenant au présent règlement sera poursuivi, conformément aux lois et règlements en vigueur (notamment aux code général des collectivités territoriales, code pénal, code de la santé publique et au règlement sanitaire départemental) ainsi qu'à la réglementation se rapportant aux dépôts de déchets.

Le code pénal, dans ses articles 632-1 et 635-8 prévoit de punir par une contravention de 2^{ème} ou de 5^{ème} classe le fait de déposer, d'abandonner ou de jeter, en un lieu privé ou public, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature que ce soit, si ce dépôt n'est pas effectué par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation (2^{ème} classe : Amende de 150€ ; 5^{ème} classe : Amende de 1500€ avec confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit)

Conformément à l'article 3 de la loi n°75 633 du 15 Juillet 1975, les déchets, abandonnés ou déposés contrairement au présent règlement, seront éliminés d'office aux frais du responsable.

L'article 45 de la loi n°2002-1138 du 9 Septembre 2002 puni d'une amende de 7500€ les paroles, gestes ou menaces, les écrits (ou image de toute nature non rendus publics), ou l'envoi d'objets quelconques adressés à une personne chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa mission, et de nature à porter atteinte à sa dignité ou au respect dû à la fonction dont elle est investie.

Article 12 : Exécution du présent règlement

L'USTOM est chargé de l'exécution du présent règlement

Fait à Massugas, le ...22.06.17

Le Président,

Sylvain MARTY

